



MAIRIE DE DIJON
PALAIS DES ETATS
DE BOURGOGNE

FÉDÉRATION CÔTE D'OR

la ligue de
l'enseignement

un avenir par l'éducation populaire

ESTP
PARIS

L'ÉCOLE DES GRANDS PROJETS

CONVENTION

Entre d'une part,

La Ville de Dijon représentée par son Maire en exercice, dûment habilité par délibération du Conseil Municipal du 22 mars 2021

Et

La Ligue de l'enseignement de Côte d'Or, représentée par son président, Bruno LOMBARD

Et d'autre part,

L'établissement ASSOCIATION ECOLE SPECIALE DES TRAVAUX PUBLICS, DU BATIMENT ET DE L'INDUSTRIE (ESTP PARIS), association régie par la Loi de 1901 et le Décret du 16 août 1901, dont le siège social est situé 28 avenue du Président Wilson, 94234, Cachan cedex, déclarée à la Préfecture le 27/10/1981, identifiée sous le numéro RNA W943002262, et connue sous le numéro SIREN 325002 11100012, représentée par son Directeur Général, Joël CUNY, dûment habilité à l'effet des présentes, aux termes d'une délibération du Conseil d'administration en date du 02/10/2020.

PREAMBULE

Par délibération du 2 février 2009, le Conseil Municipal a décidé la constitution de la commission extra-municipale de lutte contre les discriminations et d'une Antenne de proximité intitulée AMACOD (Antenne Municipale et Associative de lutte Contre les Discriminations).

Une discrimination est un délit. Elle consiste à opérer une distinction entre les personnes physiques sur le fondement notamment de leur origine, de leur sexe, de leur handicap, de leur orientation sexuelle.

En 2009, la Ville de Dijon a créé de manière innovante, un dispositif de lutte contre toutes les formes de discrimination et a décidé de gérer cette antenne AMACOD en partenariat avec la Ligue de l'Enseignement.

Au vu de l'actualité nationale ayant ébranlé le monde de l'enseignement supérieur, l'ensemble des établissements dans le domaine de l'ESR à l'échelle de la métropole partagent aujourd'hui le même constat qu'il est nécessaire de prévenir et d'agir contre toutes les discriminations, et particulièrement contre les agissements sexistes et le harcèlement, et souhaitent s'inscrire dans une démarche commune et concertée.

Avec cette démarche, première du genre menée en France, l'idée est d'impulser une dynamique collective sur le territoire de la métropole en s'appuyant sur l'expérience du dispositif AMACOD, pour la mise en place d'une cellule d'écoute dans chaque établissement, et la mise en place de sessions de formation via la Ligue de l'Enseignement de Côte d'Or.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet

Dans le cadre d'un partenariat avec la Ville de Dijon, la Ligue de l'Enseignement de Côte-d'Or en charge de la gestion de l'AMACOD s'engage à développer avec l'établissement ESTP – campus de Dijon les actions décrites à l'article 2 de cette convention, à destination des étudiant.e.s et des personnels enseignants et administratifs.

Article 2 – Modalités du partenariat

2.1. La Ville de Dijon dans le cadre de l'AMACOD, s'engage à :

- accueillir et accompagner des étudiant.e.s, des personnels qui s'estiment victimes de discriminations, d'agissements sexistes et sexuels, et/ou de harcèlement,
- recevoir, écouter et informer les étudiant.e.s et les personnels sur leurs droits,
- orienter les étudiant.e.s et les personnels vers des avocats ou vers des associations compétentes,
- recourir à une médiation si les parties y consentent en interne le cas échéant,
- saisir le Défenseur des Droits et aider les victimes à faire appel aux juridictions pénales et civiles,
- mettre à disposition de l'établissement un accès via le portail On Dijon, et un numéro de téléphone direct 03 80 30 68 23 (numéro direct Ligue de l'Enseignement 21).

2.2. L'établissement ESTP – campus de Dijon s'engage :

- à nommer deux référents au sein de l'établissement : un référent de l'équipe encadrante et un référent étudiant
- à mettre à disposition des locaux en vue d'organiser les sessions de formation et de sensibilisation,
- à soutenir un plan de communication interne commune (affiches, flyers, site internet...).

2.3 La Ligue de l'Enseignement de Côte d'Or s'engage :

Dans le cadre du dispositif global :

- à former et à animer le réseau des référents « lutte contre les discriminations » qui est pour l'établissement le référent Sarah Chefirat, Responsable des Etudes, ESTP – campus de Dijon (schefirat@estp-paris.eu)
- à mettre en place 3 journées de formation par établissement et par an, à destination de trois publics différents (équipe encadrante ESTP, corps enseignant et étudiant.e.s)
- à produire un bilan annuel global, ainsi qu'un bilan spécifique par établissement pour permettre d'évaluer le projet,
- à mettre en œuvre dans un premier temps ces actions dans le bassin dijonnais. Si des besoins émergent pour des établissements multi sites, un avenant pourra être discuté avec les établissements et à l'initiative de ces derniers.

2.4 La Ligue de l'Enseignement de Côte d'Or propose, sous conditions financières supplémentaires, et dans le cadre de prestations directes avec les établissements :

- de mettre en place des sessions de formations adaptées aux besoins de l'établissement (lutte contre les discriminations, égalité femmes-hommes, lutte contre les LGBTphobies, lutte contre les agissements sexistes et sexuelles, laïcité...), à destination de :
 - > équipe encadrante ESTP,
 - > du corps enseignant,
 - > d'étudiant.e.s.

Article 3 – Modalités financières

Pour le dispositif global de la cellule d'écoute de l'AMACOD, de l'animation du réseau de référents, de 2 jours de formation des référents et de 3 jours de formation par établissement à destination de trois publics différents (équipe encadrante ESTP, corps enseignant et étudiant.e.s), l'établissement ESTP – campus de Dijon s'engage à verser une participation financière à la Ligue de l'Enseignement de Côte d'Or à hauteur de 2 000 euros par an.

Le versement de cette participation forfaitaire annuelle interviendra à la notification de la convention puis à chaque date anniversaire.

Toute demande supplémentaire sera traitée en direct avec la Ligue de l'Enseignement de Côte d'Or.

Article 4 – Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans à compter de sa date de signature.

Il n'y a pas de tacite reconduction. Le contrat pourra être prolongé par voie d'avenant préalablement écrit et signé par les représentants dûment habilités des parties, lequel précisera notamment son objet, sa durée ainsi que les modalités de son financement.

Article 5 – Suivi de la convention

Les parties s'engagent à organiser une réunion du réseau des référents par trimestre, et deux réunions avec les directeurs d'établissements à la fin de chaque semestre pour un bilan d'étape à mi année et un bilan annuel.

Article 6 – Modification de la convention

Toute demande de modification d'une disposition de la présente convention, de la part de l'une ou l'autre des parties, doit faire l'objet d'une demande écrite par lettre recommandée avec accusé de réception. La modification doit être acceptée par l'autre partie et prend la forme d'un avenant précisant les éléments de l'accord modifiés.

Article 7 – Résiliation

Le contrat pourra être résilié de plein droit par l'une des parties en cas d'inexécution par une autre d'une ou de plusieurs des obligations contenues dans ces clauses.

Cette résiliation ne deviendra effective qu'un (1) mois après l'envoi par la partie plaignante d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de la plainte, à moins que dans ce délai la partie défaillante n'ait apporté la preuve d'un empêchement consécutif à un cas de force majeure ou n'ait satisfait à ses obligations contractuelles.

L'exercice de cette faculté de résiliation ne dispense pas la partie défaillante de remplir les obligations contractées jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation et sous réserve des dommages éventuellement subis par la partie plaignante du fait de la résiliation du contrat.

Article 8 – Litige

Les Parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend résultant de l'application et/ou de l'interprétation et/ou de la validité du présent accord.

Fait à Dijon (en 3 exemplaires originaux, une pour chaque partie)
le

Pour la Ville de Dijon,
Le Maire

Pour la Ligue de l'Enseignement de Côte d'or,
Le président,

Pour l'établissement ESTP Le représentant légal
JOEL CUNY, directeur général ESTP